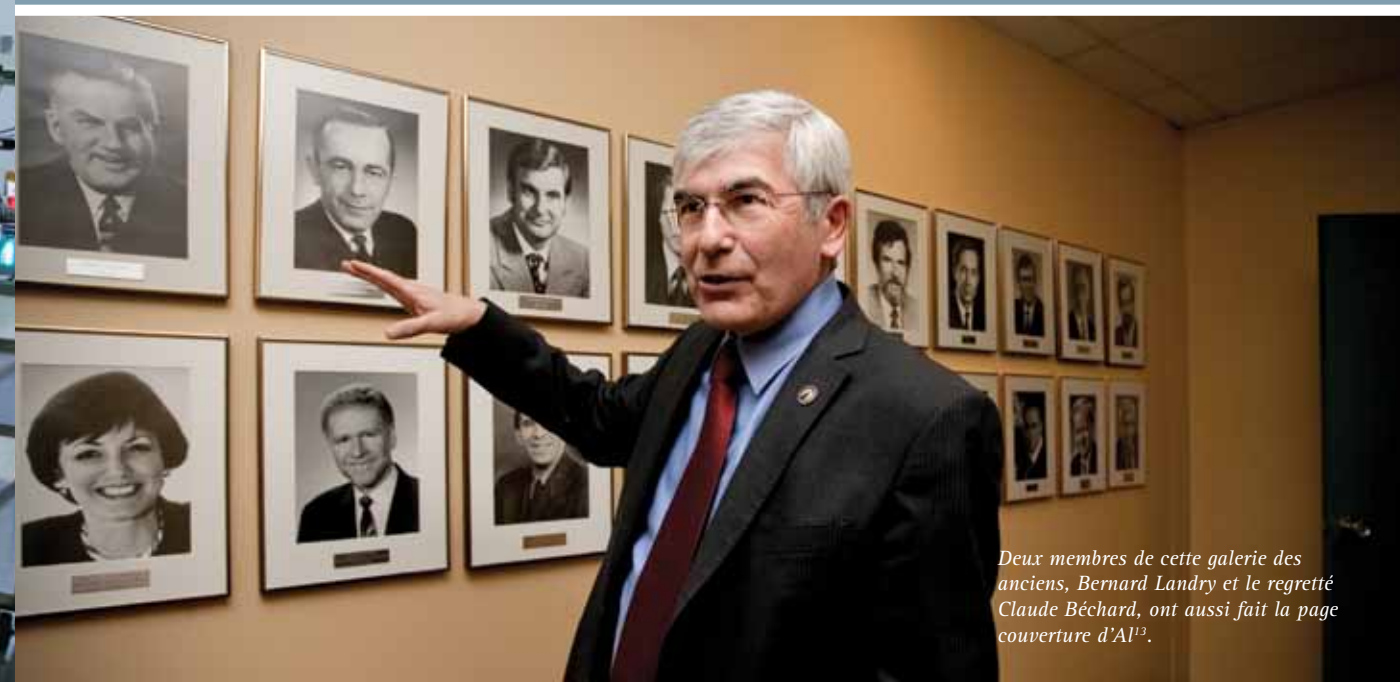


Québec lance un appel aux PME

# L'État-providence n'a plus les moyens de sa générosité



Deux membres de cette galerie des anciens, Bernard Landry et le regretté Claude Béchard, ont aussi fait la page couverture d'Al<sup>13</sup>.

## Clément Gignac, ministre du MDEIE

Les politiciens passent, mais les fonctionnaires demeurent. « On croirait à un complot du personnel permanent pour nous rappeler cette réalité de la démocratie quand on nous présente, une première fois, ces photos de nos prédécesseurs qui tapissent le mur de ce corridor », ricane le ministre Clément Gignac dans un éclat de rire.

Notre hôte nous accompagne jusqu'à l'accueil après une entrevue qui s'est prolongée durant plus d'une heure et demie dans son bureau dont la vue porte sur le symbolique Château Frontenac et l'attrayant quadrilatère de Place d'Youville. J'évoque brièvement avec le titulaire du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation mes entretiens effectués dans une autre vie avec quatre personnages dont les images figurent dans cette galerie.

Le premier fut Guy Saint-Pierre. C'était en mars 1975, avant Al<sup>13</sup>, à son bureau juché dans les hauteurs de l'édifice cruciforme de la Place Ville-Marie, à Montréal. Alors ministre de l'Industrie et du Commerce dans le premier gouvernement de Robert Bourassa, il avait justifié son intention de contribuer à l'établissement d'une aluminerie, celle de Deschambault en l'occurrence, dans la région de Québec. À l'époque, Alcan et les politiciens du Saguenay-Lac-Saint-Jean s'opposaient énergiquement, comme l'avait expliqué Paul Leman, alors pdg de la multinationale maintenant intégrée à Rio Tinto, « au principe voulant que l'État entre en concurrence avec ses contribuables, générateurs d'emplois ».

Innovation. Engagement. Développement durable.  
Découvrez l'Avenir. Découvrez Alouette.



alouette.com  
Sept-Îles - Québec - Canada



## Guy Saint-Pierre a rapproché l'État et le monde industriel.

Les temps et la philosophie des grandes entreprises ont bien changé depuis 36 ans. Non seulement elles ne s'objectent plus aux subventions, elles les sollicitent... Guy Saint-Pierre a sans doute favorisé ce rapprochement entre les gouvernements et le monde industriel, puisqu'il a quitté la politique pour assumer les plus hautes fonctions dans le secteur privé. Il accéda notamment à la présidence de la Banque Royale du Canada et siégea au conseil d'administration d'Alcan.

Les trois autres anciens ministres figurant dans cette sorte de Temple de la Renommée, occupé aujourd'hui par Clément Gignac, sont Michel Audet, alors qu'il était président de la Chambre de Commerce du Québec, Bernard Landry, avant de devenir premier ministre, et le regretté Claude Bécharde.

Originaire de Portneuf, la région agricole située à une heure de la Vieille Capitale, le député Clément Gignac représente Marguerite-Bourgeois, une circonscription montréalaise très urbanisée et d'allégeance fortement libérale. Mais ses racines n'en demeurent pas moins profondément enfoncées dans la mentalité rurale de sa terre natale. Il y retourne même encore aujourd'hui, à la saison des foins, pour se vitaliser à l'air de la campagne. La différence avec autrefois, c'est qu'il travaille en actionnant un tracteur plutôt que de manipuler la fourche quand il revient à la ferme familiale revoir la parenté et saluer les amis d'enfance, l'espace de vacances toujours trop brèves.

Depuis l'obtention d'une maîtrise en économie à l'Université Laval, ce père de trois enfants s'est rapidement transformé en gourou de la finance. Habile à rendre simples et compréhensibles les stratégies mystérieuses des banquiers et des administrateurs des deniers publics, cet économiste de formation fut

souvent invité par Radio-Canada pour analyser les budgets fédéral et québécois.

Pourquoi cet ancien conseiller du Mouvement Desjardins, de La Banque nationale et de sa grande rivale québécoise, la Laurentienne, a-t-il quitté la maison tapissée d'or de la haute finance pour la jungle politicienne où le travail est non seulement beaucoup moins bien rémunéré, mais surtout fort déprécié?

« La politique ressemble au football: elle exige de l'endurance et une habileté à capter le ballon. »

La réponse est venue spontanément:

Certainement pas pour l'argent. J'avais plutôt le goût du Québec, le désir de mettre l'épaule à la roue. Gérant d'estrade comme les chroniqueurs sportifs et les partisans enflammés, le temps était venu de sauter sur la patinoire pour exécuter ce que je recommandais dans mes commentaires sur les budgets et l'actualité politique. Après 20 mois, je constate que la rondelle bouge beaucoup plus vite que lorsque je l'observais du haut de la passerelle... La perception est bien différente.

Si mon expérience de commentateur s'avère très précieuse, elle n'est toutefois pas une condition de succès en politique. C'est un peu comme faire du ski de fond. Un sport individuel sans contacts physiques. La politique ressemble plutôt au football. Elle exige de l'endurance, de la performance, une habileté à bien capter le ballon, mais aussi à savoir le passer à ses compagnons. Sur le plan intellectuel, elle se déroule dans un contexte d'affrontements perpétuels. Avec un chef éclairé et un bon plan de match, chacun connaît bien son rôle et sait comment agir pour atteindre



« Notre PIB est 10 % inférieur à la moyenne canadienne. »

le succès. Je me considère donc privilégié d'avoir hérité du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Mais plus précisément, quel objectif ultime visiez-vous en répondant à l'invitation de Jean Charest avec l'assurance de remporter la victoire et de vous asseoir immédiatement au conseil des ministres?

Mon but, c'était d'accélérer la production de richesses. Car le problème que doit résoudre le Québec, et j'en suis surpris plusieurs quand je fais cette affirmation, ce n'est pas la taille de l'État, mais bien l'insuffisance de revenus. C'est au Québec que les dépenses en santé par habitant sont les plus faibles au Canada. En 2002, elles s'élevaient au-dessus de la moyenne nationale. Le Québec se classe maintenant deuxième parmi les provinces canadiennes qui manifestent le plus de discipline dans le contrôle des dépenses.

« Nous avons moins de revenus et plus de programmes sociaux que la moyenne canadienne. »

Mais il est accablé par la dette per capita la plus élevée...

Vous savez pourquoi? Parce que son PIB est trop faible. Il est de 10 % inférieur à la moyenne canadienne. Nous avons moins de revenus et plus de programmes sociaux. Une équation qui nous enfonce continuellement dans la mare des déficits. En me définissant comme le ministre du PIB, du produit intérieur brut, je veux remédier à cette situation. Tous mes efforts et ceux de mon équipe sont orientés vers la volonté d'augmenter la richesse collective.

Comment y parviendrez-vous?

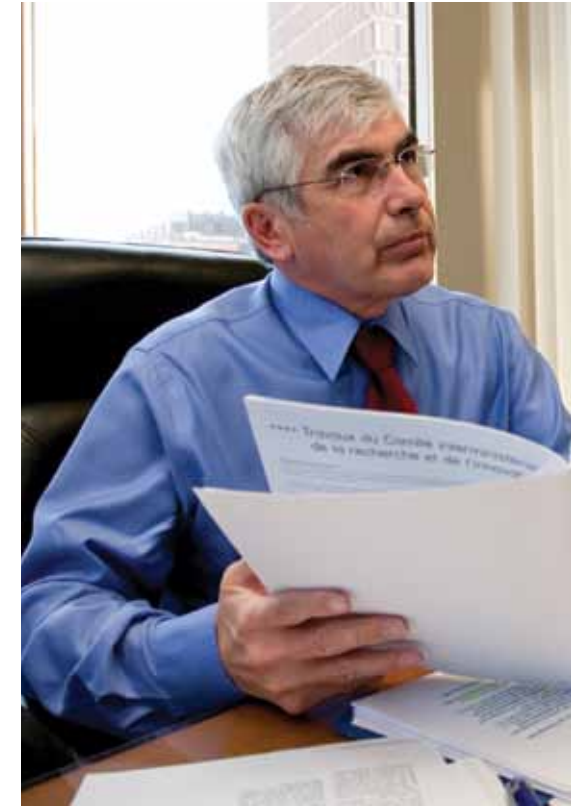
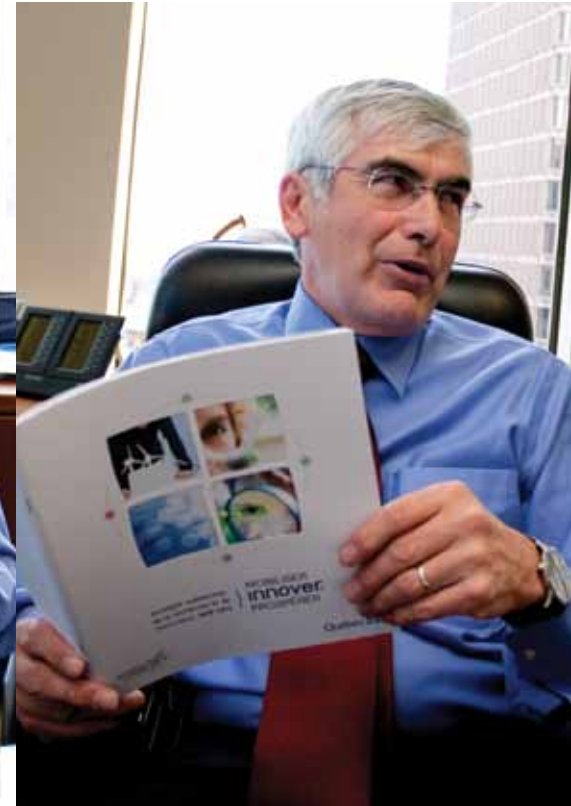
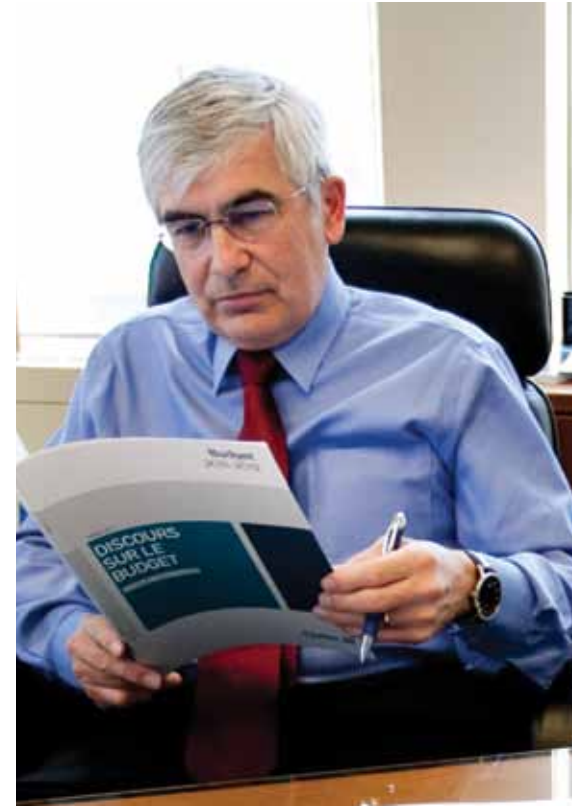
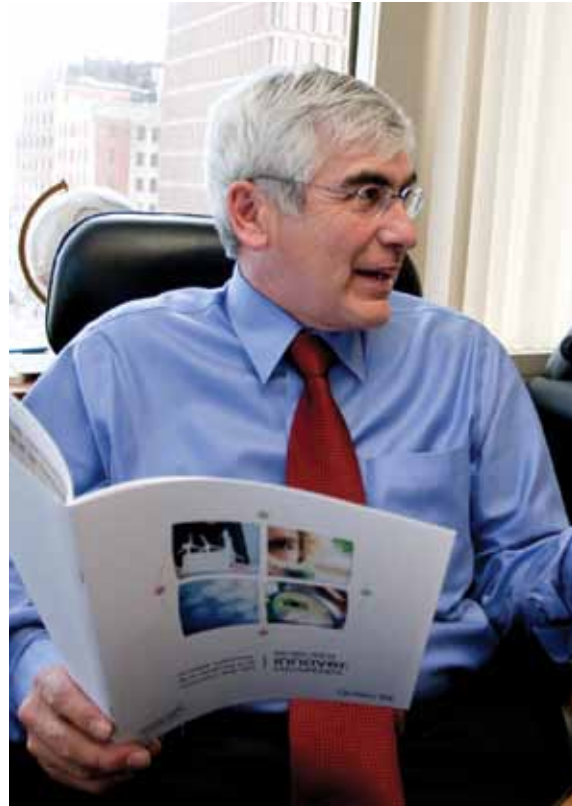
Tout d'abord, en modifiant le plan d'affaires. L'opération a nécessité la participation de mes collègues du conseil des ministres. Le gouvernement a dû reporter l'équilibre budgétaire pour investir dans les infrastructures et mettre en place de nouveaux moyens pour stimuler l'économie. Mettre l'accent sur l'innovation et l'exportation. Soutenir l'entrepreneuriat et présenter l'éducation et la formation de la main-d'œuvre comme les conditions primordiales de la production de richesses.

Tout un défi quand on considère le pessimisme qui mine les PME. La simple lecture des manchettes étalées dans la presse papier en fait une démonstration assez déprimante:

« Le Québec manque d'entrepreneurs », « Entrepreneuriat: une situation alarmante », « Au Québec: le pire climat pour investir ».



« Pourquoi avez-vous quitté la maison tapissée d'or de la haute finance pour la jungle politicienne? », s'enquiert notre rédacteur en chef.



« Le Québec manque d'entrepreneurs »  
 « Entrepreneuriat: une situation alarmante »  
 « Au Québec: le pire climat pour investir »

Dans son dernier numéro, AI<sup>13</sup> transmet les griefs exprimés par six pdg choisis parmi les plus dynamiques PME du Québec. Ils ont été unanimes, à quelques nuances près, à déplorer le financement inadéquat, le préjugé tenace voulant que la transformation de l'aluminium n'est qu'un mythe, la manie des gouvernements à les ensevelir sous une paperasse inutile pour justifier la moindre subvention et le rejet de l'aluminium par les grands constructeurs...

**Les jeunes Québécois de 20 à 35 ans sont moins motivés à lancer des PME que leurs compatriotes anglophones.**

Comment espérez-vous renverser la vapeur?

Nous y parviendrons. C'est l'objectif que je me suis fixé en quittant mon poste d'économiste en chef de la Banque nationale pour accepter celui de climatologue économique du gouvernement. Mon collègue Sam Hamad et moi avons déjà pro-

cedé à une réduction du fardeau réglementaire qui compliquait la formation de nouvelles entreprises. Nous avons aussi lancé une vaste opération complétée par une tournée des régions pour stimuler l'esprit d'entreprise partout au Québec. D'ailleurs, les informations et statistiques reproduites dans les articles que vous avez mentionnés proviennent de l'étude effectuée par notre Ministère.

Comment résumez-vous vos constatations?

Il faut changer l'image que projette l'entrepreneur dans la société. Corriger une perception aussi injuste que négative. Je rêve du jour où les Québécois seront aussi fiers des entrepreneurs qui réussissent, créent de la richesse et génèrent des emplois que nos grandes vedettes internationales du monde de la culture que sont, par exemple Robert Lepage et Céline Dion. Lancer une entreprise, offrir du travail à une main-d'œuvre disponible, c'est noble. Il faut avoir du courage, de l'initiative, le goût du risque et des connaissances. C'est ainsi qu'une société développe son économie et grandit. N'hésitons pas à le proclamer.

Notre examen de l'entrepreneuriat québécois a exploré tous les volets. Et notamment ce questionnaire qui demeure toujours sans réponse: pourquoi nos jeunes de 20 à 35 ans sont-ils moins motivés à lancer une entreprise que ceux du reste du Canada?

**Une brigade « d'anges investisseurs » vient au secours des PME.**

J'imagine que vous avez légiféré ou pris les mesures adéquates pour apporter le soutien de l'État à ce grand mouvement vers la revitalisation des PME...

Nos interventions prennent d'abord la forme d'une simplification des procédures administratives nécessaires au lancement d'une entreprise et d'un mécanisme d'accompagnement. Elles visent ensuite à prévenir l'échec. Au Québec, un tiers des PME survivent après cinq ans alors que, dans le reste du Canada, c'est la moitié.

Pour aider financièrement les nouveaux entrepreneurs, nous avons formé une brigade bien originale, les « anges investisseurs » qui interviendront avant les spécialistes du capital de risque. Ce sont des gens à tête blanche comme vous et moi, généreux de leur temps et qui ont mis quelques sous de côté. Comme l'a expliqué dans son discours sur le budget le 17 mars dernier, mon collègue des Finances, Raymond Bachand, ils détecteront les projets prometteurs et contribueront à leur succès en y investissant de leurs fonds, mais aussi en étant les mentors des jeunes entrepreneurs. L'idée a été empruntée des États-Unis où les « anges investisseurs » sont bien établis. Notre gouvernement, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, fait une première mise de fonds de 20 millions \$, qui s'ajoute aux 10 millions \$ offerts par des anges.

Vous avez aussi songé à la relève, j'imagine...

Oui parce qu'elle nous préoccupe au plus haut point. Comme 55 000 entrepreneurs devraient prendre leur retraite d'ici 2018, il faut agir rapidement. Le Ministère a

réservé un montant de 50 millions \$ à un nouvel organisme, le Fonds Relève Québec, qui offrira des prêts à des conditions avantageuses aux entrepreneurs québécois lors du transfert d'entreprise. Québec y versera 20 millions \$, le Fonds de solidarité FTQ, Capital régional et coopératif Desjardins et Fondation, 10 millions \$ chacun.

Pour stimuler la relève, Capital régional et coopératif Desjardins pourra investir davantage dans la PME québécoise, puisque son plafond de capitalisation sera augmenté de 250 millions \$. Et le gouvernement ajoutera 10 millions \$ à l'enveloppe des fonds locaux d'investissement.

**Les études démontrent qu'un meilleur accès au capital de risque augmente l'entrepreneuriat.**



« Les politiques de notre gouvernement expliquent peut-être pourquoi le Québec a mieux traversé la crise que la majorité des autres provinces. »

Dans la vidéoconférence sur l'entrepreneurship organisée par AI<sup>13</sup>, les six pdg participants ont exprimé l'espoir que votre gouvernement ajuste ses programmes en fonction des besoins des entreprises. Et surtout, qu'il soutienne davantage la commercialisation des innovations. Répondez-vous à leur attente?

Après notre tournée des régions, nous avons élaboré une stratégie de l'entrepreneuriat qui sera dévoilée peu de temps après la publication de cette entrevue. L'accès au capital de risque est un élément fort important. Toutes nos études démontrent que les pays qui présentent le plus fort taux d'entrepreneuriat bénéficient d'un environnement favorable au capital de risque.

Vous constaterez que notre gouvernement passe des bonnes intentions aux actes, puisqu'il met présentement à la disposition des PME, en incluant les FIER, plus de 600 millions \$ en capital de risque. Cette enveloppe est gérée par Investissement Québec.

Que répondez-vous aux chefs de PME qui vous reprochent d'accorder cet argent essentiellement aux grosses entreprises. Quand les plus modestes ou celles dont le personnel varie entre 50 et 200 employés se présentent, la caisse est vide.

« Le seul critère qui nous guide dans l'examen d'une demande d'aide, c'est la création de richesse. »

Faisons une distinction. L'annonce de subventions à des grandes entreprises pour des projets considérables est évidemment plus spectaculaire. Qu'il s'agisse des producteurs d'aluminium ou des leaders de l'aérospatial. L'important, c'est que nos lois et nos programmes soient équitables à l'endroit des PME. Et ils le sont, puisque 85 %

des quelque 100 demandes acceptées proviennent d'entreprises ayant moins de 200 employés. Si nous n'avons pas publicisé ces interventions, c'est pour respecter des préoccupations de concurrence.

Dans le contexte de la dernière récession, nous risquions de nuire à des entreprises à court de liquidité en exhibant ainsi leur vulnérabilité temporaire à des clients ou à des fournisseurs inquiets. Il était important de préserver la confiance. Notre attitude explique peut-être aussi pourquoi le Québec a mieux traversé la crise que la majorité des autres provinces. Le seul critère qui nous guide dans l'examen d'une demande d'aide, c'est la création de richesse. Si la réponse vérifiée par les spécialistes est positive, le prêt ou la subvention sera accordé.

Dans quelques-unes des 17 régions, la coordination de plusieurs organismes associés à l'entrepreneuriat est déficiente.

Vers quelle avenue vous dirigez vos constatations?

La formule coopérative peut apporter la solution recherchée. Les PME québécoises la préfèrent et, chez nous, son taux de survie est deux fois plus élevé qu'ailleurs au pays. Quand elle est encadrée par la protection du mentorat avec des parrains de 50 ans et plus, la réussite fait un bond de 35 % à 80 %. Un résultat vraiment impressionnant.

Quel accueil vous a-t-on réservé durant la tournée des 17 régions du Québec?

J'ai d'abord été surpris tout comme mes collaborateurs du nombre et

de la diversité des organismes associés à l'entrepreneuriat dont la coordination est toutefois pour le moins déficiente. Dans certaines régions, c'était la première fois qu'ils se regroupaient dans une activité commune. Ce fut notre grande surprise de constater une absence de concertation et même des dédoublements. On percevait chez eux une compétition malsaine pour l'obtention de fonds publics.

Les CLD sont importants, mais ils ne suffisent pas.

Il est nécessaire d'y mettre de l'ordre. S'il est vrai que les CLD sont importants, ils ne suffisent pas. Ils ne peuvent, par exemple, apporter l'aide nécessaire à un spécialiste de la technologie qui, dans son sous-sol, lance une entreprise directement en ligne avec le Web. Le seul temps dont il dispose, c'est le soir parce qu'il est un employé salarié durant le jour. Pour donner le coup de pouce nécessaire à cette catégorie d'entrepreneurs comme à tous ceux qui n'entrent pas dans le cadre conventionnel, il faut faire preuve d'imagination, être innovant et créatif.

Votre discours rejoint justement les préoccupations du CORDA, le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium, qui, même s'il est basé à Saguenay, étend son action à tout le Québec. La formule s'est avérée assez efficace, puisque dans l'espace d'une quinzaine d'années, elle a contribué, selon l'estimation faite par la Société de la vallée de l'aluminium, au Saguenay-Lac-Saint-Jean seulement, à créer plus de 2000 emplois dans la transformation et la fabrication d'équipements de haute technologie. Quel regard portez-vous sur cette initiative?

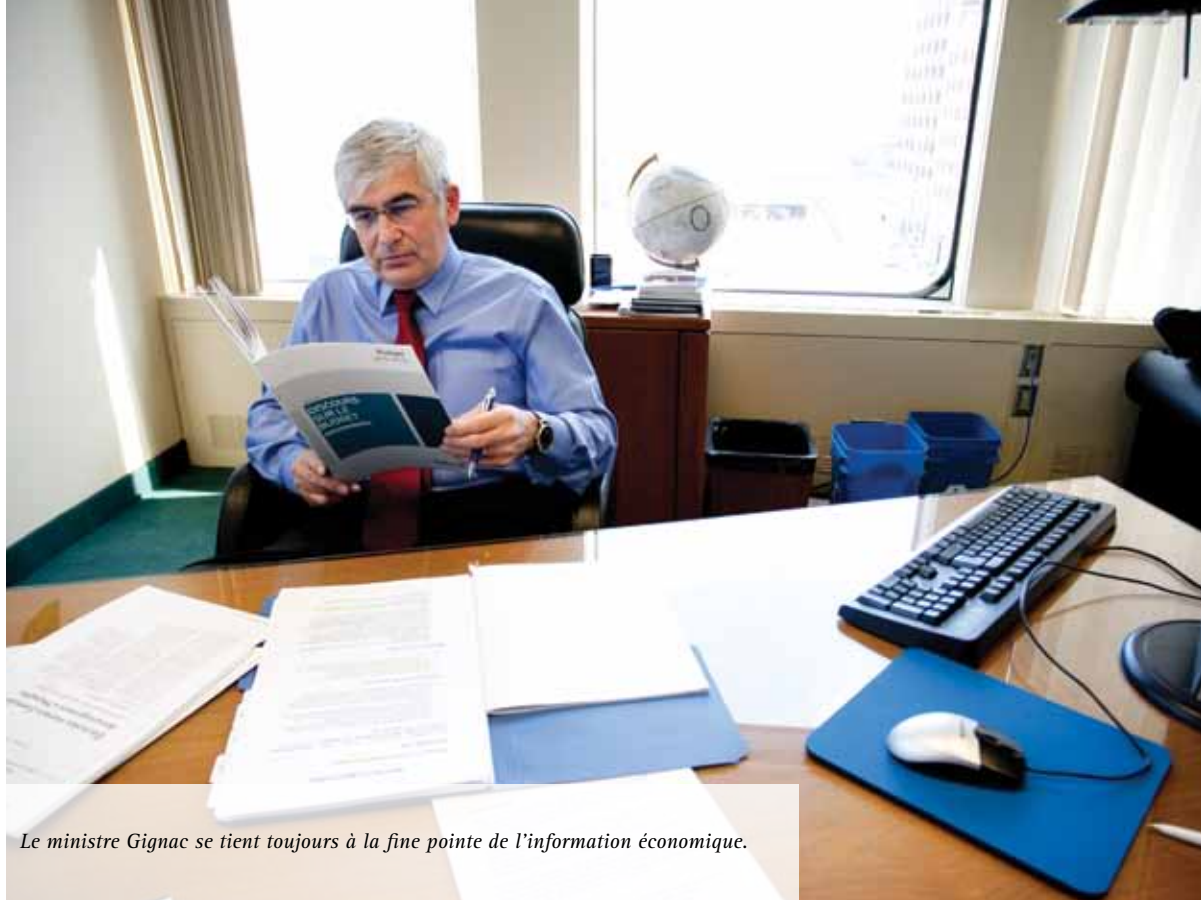
Au Québec, c'est la formule coopérative qui s'avère la plus efficace.

Je sais. Nous sommes d'ailleurs très contents au gouvernement de ce résultat. Mais il en faut encore davantage. Permettez-moi ce parallèle. Le secteur de l'aluminium pourrait s'inspirer de celui de l'aérospatial. Dans mes rencontres avec les délégués syndicaux, je leur fais comprendre que la sous-traitance, ce n'est pas du « cheap labor ». Ça fait longtemps que Bombardier ne construit plus ses avions de A à Z. Notre multinationale confie, par exemple, la fabrication de ses trains d'atterrissage à Héroux-Devtek, une entreprise de Longueuil qui a pris une envergure internationale. Il s'est ainsi développé, dans la région métropolitaine, une véritable grappe de l'aéronautique, la troisième en importance dans le monde, qui a la capacité de construire une gamme d'avions à la fine pointe de la technologie.

L'industrie québécoise de l'aluminium doit aussi demeurer compétitive avec la possibilité de bénéficier d'initiatives sur le plan de la chaîne d'approvisionnement. Il faudra changer certaines attitudes d'une époque révolue, se tourner davantage vers la sous-traitance, favoriser l'émergence de petites entreprises.



« Notre gouvernement est très content des emplois générés dans le secteur de l'aluminium. »



Le ministre Gignac se tient toujours à la fine pointe de l'information économique.

Tout en reconnaissant que ce phénomène de la sous-traitance chez les grands fabricants, permettez-moi, Monsieur le ministre, de faire une distinction entre l'aérospatial et l'aluminium. Une multitude de composants et de pièces servant à la construction des modèles vendus par les géants de l'automobile et de l'aéronautique sont conçus et fabriqués par des sous-traitants qui développent constamment leurs spécialités. Mais depuis l'acquisition d'Alcan par Rio Tinto, la nouvelle entité a délaissé la fabrication de produits en aluminium pour se concentrer sur la production du métal gris à partir de l'extraction de la bauxite et de sa transformation en alumine. Dans ce contexte, la sous-traitance telle qu'on la conçoit dans l'aérospatial se limite, en vérité, chez les grands producteurs d'aluminium à la fabrication d'équipements. Le plus actif de ces sous-traitants est STAS, La Société des Technologies de l'Aluminium Saguenay, à Chicoutimi, dont le pdg est Pierre Bouchard. Il fabrique des équipements de haute technologie mis au point dans les laboratoires de RTA qu'elle vend non seulement à la multinationale installée chez

nous mais à toutes les aluminières intéressées à travers le monde. Ne pourriez-vous pas inciter nos grands producteurs à revenir à ses activités de transformation pour générer des emplois et surtout créer encore davantage de richesse?

« Quand la grande entreprise s'adresse à la sous-traitance, elle contribue à la création de nouvelles PME. »

C'est justement ce que nous faisons. Mais avant d'aller plus loin, distinguons. Il est important que les gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean comprennent bien que, lorsqu'une grande entreprise fait davantage appel à la sous-traitance, elle contribue à la création de nouvelles PME et au développement d'une expertise génératrice de richesse. L'autre volet porte sur la politique du gouvernement favorable à l'industrie de l'aluminium. En raison de ses propriétés, ce métal

produit en abondance chez nous servira de plus en plus dans l'industrie du transport.

Expliquez-nous davantage comment vous soutiendrez le développement d'un secteur de véhicules plus légers...

Le Québec veut profiter de son avantage en prenant des initiatives qui impliqueront les PME. Le premier projet mobilisateur prévoit l'attribution d'une subvention pouvant atteindre 9 000 \$ à l'achat d'un véhicule électrique et hybride. Le soutien de l'État au transport collectif coûtera 165 millions \$. Nous élaborons les plus importants projets mobilisateurs de la planète pour réduire les GES et générer des milliers d'emplois dans les PME en finançant la création d'une filière aluminium-hydroélectricité de classe mondiale dans l'industrie du transport. D'abord en investissant 95 millions \$, au cours de la prochaine décennie, dans le secteur des véhicules électriques. Puis en soutenant le développement de moyens de transport allégés par l'aluminium et en utilisant davantage l'hydroélectricité.

Robert Bourassa avait fait le bon choix avec la Baie-James, alors que les péquistes optaient pour le nucléaire.

Comme l'exportation de notre hydroélectricité est moins rentable, votre gouvernement indique-t-il ainsi sa volonté de faire profiter l'économie québécoise de l'énergie disponible?

Réalisez, quoi qu'il en soit, que Robert Bourassa avait fait le bon choix avec sa décision de construire un réseau de centrales hydroélectriques à la Baie-James. On se rappellera qu'à l'époque le Parti québécois pensait plutôt à un chaquet de centrales nucléaires le long du Saint-Laurent. Nous n'excluons cependant pas le nucléaire même si les récents événements mal-

heureux survenus au Japon nous amènent à une certaine réflexion. Gardons à l'esprit que c'est plutôt le tsunami qui a causé la catastrophe. Or le même tremblement de terre à Bécancour ne produirait pas dans le fleuve des vagues d'une ampleur aussi dévastatrice que celles qui ont dangereusement endommagé quelques centrales nucléaires japonaises. Cela dit, le débat sur l'énergie est en cours. Nous ne résoudrons pas la question en 48 heures, car c'est un choix de génération.

Comment résumeriez-vous finalement les mesures envisagées pour que les PME aient davantage la possibilité d'enrichir le Québec et de fournir des emplois de qualité à toutes les régions?

Nous sommes déjà dans la bonne voie avec une contribution de 2,6 % du PIB à la recherche-développement. C'est davantage que la moyenne canadienne et celle des pays de l'OCDE, l'Organisation de

coopération et de développement économiques. Et nous voulons porter cet effort jusqu'à 3 %. Songeons aussi que 31 % des emplois scientifiques se trouvent au Québec, alors que nous ne formons que 25 % de la population canadienne.

« L'innovation, c'est une préoccupation constante de l'amélioration continue. »

Après avoir préconisé une culture de l'entrepreneuriat, je mets l'accent sur l'innovation que je définirai comme une préoccupation constante de l'amélioration continue. Pour les PME, la clef du succès, c'est la présentation, dans un espace de trois ans, d'une gamme de produits modifiés ou complètement nouveaux représentant 25 % du chiffre d'affaires. Nous les découvrons chaque jour. Dans les nouvelles voitures, les véhicules de toutes sortes comme le Spyder à trois roues (vous trouverez un reportage sur cette nouveauté sherbrookoise dans le présent numéro). Bref partout.



Québec veut essaimer les PME dans les 17 régions de son immense territoire.



La réussite qui impressionne davantage le ministre Gignac est celle de Bridgestone à Joliette. Malgré la force du dollar canadien, l'usine exporte aux États-Unis 95 % des pneus qu'elle fabrique.

Photo : Ville de Joliette - Christian Rouleau

Vous avez sûrement en tête le modèle parfait d'une entreprise qui a défié tous les obstacles pour atteindre le succès après avoir traversé de graves difficultés...

La réussite qui me vient spontanément à l'esprit, c'est Bridgestone, l'usine de Joliette qui exporte 95 % de ses pneus aux États-Unis. Malgré un dollar canadien à l'égalité de la devise américaine, elle a investi 40 millions \$ dans l'augmentation de la production. L'entreprise avait mauvaise réputation dans ses relations de travail voilà une quinzaine d'années. Patrons et employés ont changé leur mentalité, revu leur plan de travail, effectué les correctifs nécessaires et appliqué notamment un rigoureux système de contrôle de la qualité.

**Bridgestone-Joliette est l'exemple parfait d'une PME qui a su se redresser.**

Depuis l'acquisition de Firestone, en 1990, les actionnaires japonais de Bridgestone-Joliette ont investi 275 millions \$ pour que l'entreprise demeure à la fine pointe de la technologie. La production est passée de 3 500 à 15 000 pneus par jour. Le personnel a fait un bond de 800 syndiqués. Les propriétaires proclament avec fierté que c'est leur usine la plus compétitive en Amérique du Nord.

Vous évoquez l'appréciation du dollar canadien. Le phénomène ne vous inquiète-t-il pas?

Je suis optimiste de nature. En instaurant de nouvelles pratiques d'affaires, en innovant constamment, le Québec a réussi à afficher le plus bas taux de chômage en Amérique du Nord depuis les 50 dernières années. Il faut poursuivre le mouvement pour créer davantage de richesse. Après mes voyages dans les pays les plus développés, je suis fermement convaincu que nous réussirons, surtout si nous adoptons résolument le modèle allemand.

Même si le gouvernement de ce pays accorde légèrement plus de ressources aux activités de RD que le nôtre, l'avantage se situe dans la relation entre les universités et les entreprises.

**Le développement durable est devenu un principe de l'industrie contemporaine.**

Revenons à votre adolescence à Portneuf. Quel principe, inspiré par vos origines terriennes, appliquez-vous aujourd'hui pour stimuler l'économie?

Celui du développement durable. L'agriculteur en est tout naturellement un adepte. Vivant dans la nature, il comprend rapidement la nécessité de préserver l'environnement. Vous comprendrez ainsi la fierté que j'ai ressentie quand, à ma demande, le

Comité du Forum économique mondial de la compétitivité a accepté d'intégrer dans ses objectifs la notion du développement durable. La machine industrielle reconnaît donc maintenant que le respect de l'environnement doit guider la croissance économique.

Chacun a sa définition du développement durable. Quelle est la vôtre?

Éviter d'hypothéquer les générations futures. Utiliser les ressources sans contribuer au réchauffement de la planète, car les conséquences sont catastrophiques. Signalons simplement comme exemple l'érosion des berges du Saint-Laurent. Celui qui se moque du développement durable se comporte comme le consommateur qui emprunte pour se nourrir. Il se dirige rapidement vers l'impasse. Il est donc essentiel pour l'avenir de la planète de poursuivre l'exploitation des ressources dans un contexte de développement durable.

**Québec sert de référence pour le respect de l'environnement.**

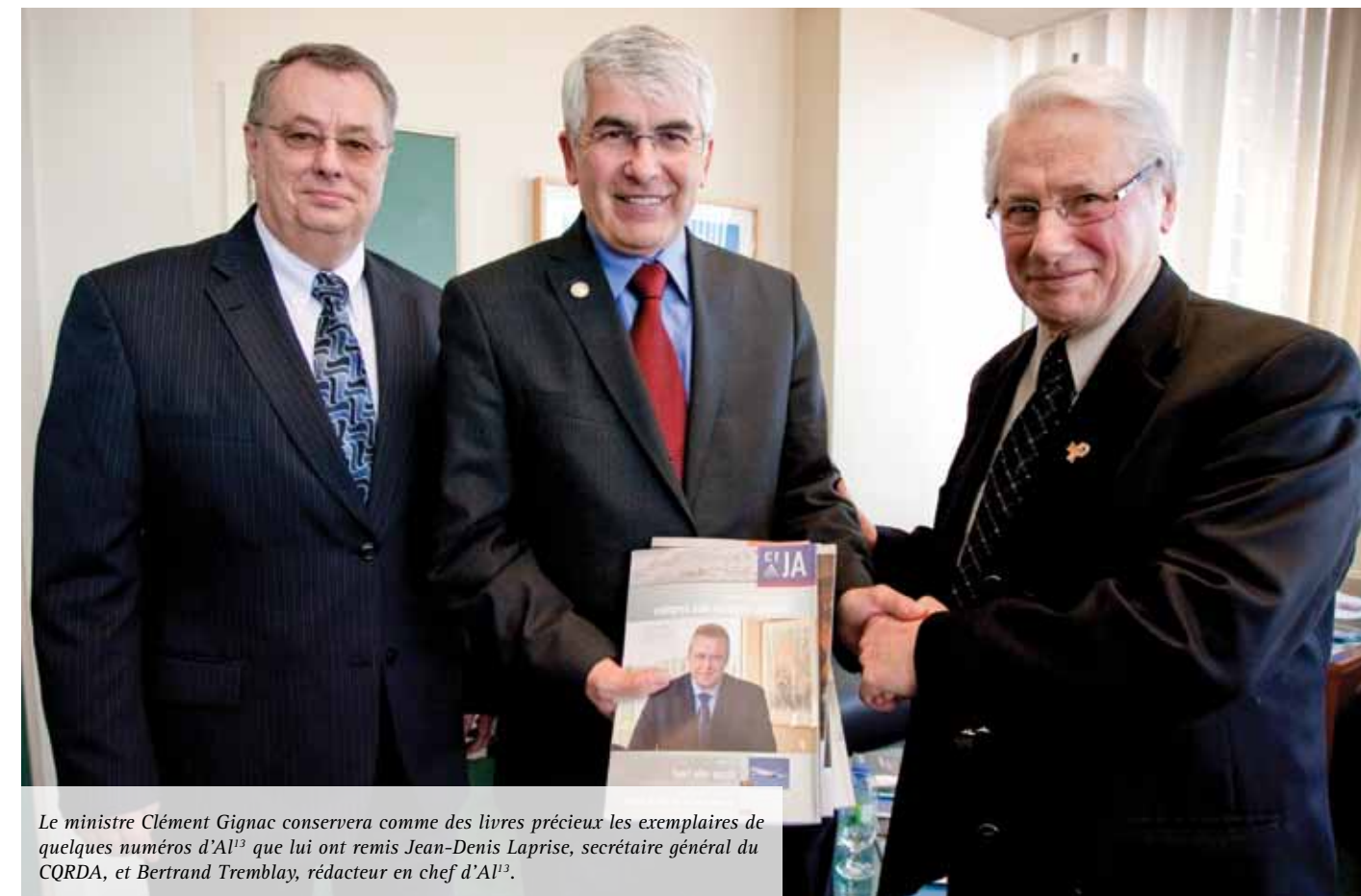
À l'échelle mondiale, comment se comporte le Québec relativement à l'environnement?

Il sert de modèle. Une constatation sans doute étonnante, mais réelle. N'hésitons pas à le proclamer fièrement. Nous sommes l'une des rares nations à pouvoir atteindre l'objectif de Kyoto. Notre production de gaz à effet de serre (GES) est inférieure de 2 % à celle de 1990, l'année qui sert de référence, alors que la cible a été fixée à moins de 6. Et comme notre produit intérieur brut a gonflé de 50 pour cent depuis Kyoto, le rapport prospérité économique-respect de l'environnement s'avère exceptionnel. Le Québec figure également parmi les États qui effectuent les plus faibles emprunts de carbone par habitant.

Cette obsession pour l'environnement n'aura-t-elle pas, en contrepartie, un effet néfaste sur la croissance économique et les emplois?

Bien au contraire. Nous voulons ajouter 20 % d'ici 2020 à cette avance, ce qui stimulera la recherche et l'innovation, puisque le Québec voudra demeurer à l'affût des nouvelles technologies propres. Et ce savoir, il pourra l'exporter comme Rio Tinto Alcan a déjà prévu de le faire avec l'AP60 avec l'usine-pilote présentement en construction à Arvida.

Voilà un discours qui plaira au professeur Claude Villeneuve, le directeur de Chaire en Éco-Conseil à l'Université du Québec à Chicoutimi qui, avec l'équipe du Consortium de la forêt boréale, préconise la récupération accélérée du carbone, la nourriture des arbres, par le reboisement de landes hostiles à la régénération naturelle... ❄️



Le ministre Clément Gignac conservera comme des livres précieux les exemplaires de quelques numéros d'AI<sup>13</sup> que lui ont remis Jean-Denis Laprise, secrétaire général du CQRDA, et Bertrand Tremblay, rédacteur en chef d'AI<sup>13</sup>.